

Correo Internacional



**Publication de la LITci. Nouvelle époque. Num. 140
Juin 2008**

Barack Obama: un « nouveau visage » pour le « vieil » impérialisme

Le triomphe du sénateur Barack Obama lors des élections primaires du Parti Démocrate est un fait sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : pour la première fois, il y aura un candidat noir dans les élections présidentielles en représentation d'un des deux grands partis. Qui plus est, les enquêtes indiquent qu'il a beaucoup de possibilités de vaincre son opposé républicain, John McCain.

Le fait qu'un jeune politicien noir, fils d'un immigrant africain musulman, puisse devenir le premier président noir du pays, était quelque chose d'absolument inimaginable il y a seulement quelques années, si ce n'est dans une série de télévision comme *24 heures*. C'est donc logique que cela produise un grand impact aux Etats-Unis et partout dans le monde, ainsi que beaucoup de confusion, y compris dans certains courants de gauche, comme nous verrons dans cette édition de *Courrier International*.

S'agit-il d'un changement réel, partiel mais important, du système de pouvoir politique de la principale puissance impérialiste mondiale ? Ou, au contraire, d'une simple adaptation formelle, nécessaire à ce système (un « nouveau visage ») pour faire face dans de meilleures conditions aux graves difficultés de l'impérialisme américain dans le monde et à l'intérieur du pays ?

La LIT-QI affirme clairement qu'il s'agit de la seconde option. Pour le démontrer, nous devons analyser, d'une part, les caractéristiques centrales du système qui a créé une figure comme celle de Barack Obama et, d'autre part, les conditions qui ont rendu nécessaire son possible accès à la présidence du pays.

Le système de bipartisme

Le système politique électoral américain est basé sur l'existence de deux grands partis bourgeois, le Républicain et le Démocrate, qui s'alternent dans la présidence et dans l'opposition parlementaire, selon les circonstances.

Les deux partis présentent des différences politiques et s'appuient sur des bases électorales différentes. Les républicains, d'une part, expriment traditionnellement des positions plus réactionnaires et s'appuient sur la classe moyenne des villes moyennes et petites, et sur la classe moyenne plus nantie des grandes villes. Les démocrates, d'autre part, expriment des positions plus « libérales » (dans le sens américain du terme) et leur appui électoral provient des travailleurs et de la classe moyenne « libérale » des grandes villes ; de plus, ils accueillent traditionnellement les minorités (noires et latines) et d'autres secteurs discriminés. Par leur poids historique dans les directions syndicales, les démocrates ont toujours joué le rôle de frein à toute alternative indépendante de la classe ouvrière, sur le terrain électoral. Toutefois, ces dernières années, les différences politiques entre les deux partis ont eu tendance à se diluer de plus en plus, et il existe ainsi une droite démocrate forte, sans grande différence avec les républicains.

Il n'y a cependant aucun doute que le Républicain et le Démocrate sont, de fond en comble, des partis de la bourgeoisie impérialiste. Comme preuve, il y a premièrement les quantités fabuleuses d'argent que les grandes entreprises apportent au financement des deux partis et leurs candidats. Dans ce système, aucun politicien n'a de réelles possibilités d'accéder à un poste important sans un soutien financier fort des entreprises, en échange d'un engagement vis-à-vis de son bailleur de fonds. Les données financières -que nous analysons dans un autre article de cette édition- permettent de déduire à quels secteurs de cette bourgeoisie chaque parti est préférentiellement lié : les républicains sont soutenus majoritairement par la chimie pétrolière, les usines automobiles, la construction et l'industrie agroalimentaire, alors que les démocrates sont fortement soutenus par le secteur des finances-assurances, de l'immobilier, de l'éducation et de la santé.

Deuxièmement, cela se voit dans la politique que ces partis appliquent quand ils sont au gouvernement. Une idée fort répandue, et totalement fautive, c'est que les républicains seraient plus guerriers et les démocrates plus pacifistes. La réalité montre une toute autre chose : beaucoup d'interventions militaires et beaucoup de guerres de l'impérialisme américain ont été lancées par des présidents démocrates. Par exemple, c'est John Kennedy qui a initié l'intervention au Vietnam au début des années 60, et qui a promu l'invasion de la Baie de Cochons, contre Cuba ; c'est Harry Truman qui a ordonné de lancer la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki en 1946 ; et l'actuelle guerre en Iraq, bien qu'elle ait été décidée par la politique de George W Bush, a compté avec le soutien parlementaire démocrate. Au moment de défendre les intérêts impérialistes dans le monde, les deux partis finissent par unifier leur politique.

Qui est Barack Obama?

Une première conclusion, en lisant la biographie de B Obama, c'est qu'il n'a presque pas souffert -ou alors dans un très moindre degré- de la discrimination, la violence et le manque d'occasions dont souffre quotidiennement la majorité des jeunes noirs aux Etats-Unis. Fils d'un émigré du Kenya, qui par la suite est retourné dans son pays, et d'une Américaine, Obama a étudié le droit à la *Columbia University* de New York et à la très exclusive *Harvard Law School*, où il a obtenu un diplôme avec mention *magna cum laude*. Ayant travaillé dans un cabinet d'avocats, il a ensuite déménagé à Chicago où il est nommé professeur à l'Université. Dans cette ville, Obama se met en rapport avec le parti démocrate et commence une carrière politique météorique : en 1996 il est élu au sénat de l'Etat d'Illinois et en 2004 il devient sénateur national, dans les deux cas avec l'appui de Bill Clinton. En 2007, il décide de lancer sa candidature dans les primaires présidentielles démocrates, avec l'appui de l'influent sénateur Edward Kennedy. Nous connaissons la suite.

Avec son image de "mec noir à succès" il semble, évidemment, beaucoup plus sympathique que la prétentieuse Hillary Clinton ou que l'ancien militaire John McCain. Mais il est très loin d'être un *outsider*, un élément marginal qui aurait gagné du poids au cours d'une dure lutte contre l'appareil du parti démocrate. Au contraire, Obama est un véritable produit de cet appareil, son profil ayant été construit pour servir dans les moments difficiles comme ceux de maintenant.

Croire qu'une éventuelle présidence Obama incarnerait un changement important dans le contenu de la politique américaine, revient à croire que des politiciens impérialistes de carrière, comme Edward Kennedy, et que des entreprises comme Goldman Sachs mettraient leur poids politique ou leurs dollars sur la balance pour soutenir quelqu'un susceptible de devenir, ne serait-ce que partiellement, leur ennemi.

Ses positions politiques

Examinons maintenant les positions de Obama, en considérant le fait que, comme dans tout autre pays, les politiciens américains déguisent leurs véritables positions pendant les campagnes électorales. Dans le cas de nouvelles figures démocrates comme Obama, une loi est généralement appliquée : ils se situent plus à gauche lors des primaires du parti, tournent à droite au cours de la campagne nationale et prennent ce virement à fond en accédant au gouvernement.

a) Les guerres de l'Iraq et de l'Afghanistan

Quand il était sénateur d'Etat, Obama s'est opposé à l'invasion de l'Iraq, un point qu'il a beaucoup exploité dans ses critiques contre Hillary Clinton (qui, elle, a soutenu l'invasion). Sur son site, il a présenté un *Obama's Iraq plan* qui propose le retrait des troupes américaines en 16 mois, en même temps que leur présence serait renforcée en Afghanistan pour gagner cette guerre.¹ Toutefois, son conseiller de politique extérieure a précisé que ce plan était construit sur « le meilleur scénario possible », et qu'il « serait révisé » une fois Obama arrivé à la présidence.²

b) Israël et le Moyen-Orient

Sur ce sujet, Obama a parlé avec une clarté totale, face à la nécessité de gagner l'appui du lobby américain pro Israël, ce lobby d'un grand poids politique et financier qui le regardait avec méfiance. Dans une visite à AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), il a déclaré qu'il existe « des liens indestructibles entre Israël et les Etats-Unis ». Ajoutant que « tous ceux qui menacent Israël nous menacent », Obama a promis de mettre à la disposition d'Israël « tous les moyens disponibles pour se défendre contre toutes les menaces venues de Gaza ou de Téhéran ». Aussi, il a affirmé que « la sécurité d'Israël est sacrée et non négociable », et a terminé en disant que « Jérusalem continuera d'être la capitale d'Israël qui doit rester indivisée ». Après ce discours, l'ambassadeur israélien à Washington a déclaré : « le discours que Barack Obama a prononcé devant les délégués d'AIPAC a été très important et encourageant ».³

c) Les crises économiques

Dans un discours prononcé en février dernier, Obama a dit que l'actuelle récession que vit le pays et ses conséquences pour le peuple des Etats-Unis n'étaient pas dues « à des forces hors de notre contrôle ni aux cycles inévitables des affaires », mais aux politiques promues par le gouvernement de Bush.⁴ Cependant, connaître les mesures qu'il va appliquer s'avère bien difficile, son discours ne développant que les critiques contre Bush.

¹ Voir www.barackobama.com/issues/iraq

² Cité par www.politico.com/blogs/bensmith

³ afp.google.com/article,4/6/2008

⁴ Extrait de blogdoalon.blogspot.com, 13/2/2008

Dans la section *Economie* de son site, Obama affiche la définition suivante : « *Je crois que le libre marché a été le moteur du grand progrès de l'Amérique. Il a créé une prospérité qui fait l'envie du monde et permet un niveau de vie jamais atteint dans l'histoire. (...) En cela, nous sommes tous unis : dès présidents de sociétés jusqu'aux actionnaires, dès financiers jusqu'aux travailleurs des usines, nous avons tous intérêt au succès de l'autre, parce que c'est dans la mesure où prospèrent les Américains que prospérera l'Amérique.* »⁵ Il n'y a là rien de très concret. Mais que peut-on attendre de quelqu'un qui considère que le « libre marché » est la base de tout, et que les travailleurs des usines « y sont unis » aux chefs d'entreprise, aux financiers et aux actionnaires ?

d) La question des immigrants

Obama a participé aux mobilisations massives des immigrants, le Premier Mai 2006 à Chicago. En 2008, il a écrit : « *Deux ans plus tard, notre problème d'immigration continue sans être résolu, et ceux qui veulent le changement devront voter pour lui en novembre. C'est pourquoi aujourd'hui, j'invite ceux qui sont pour le changement à se mettre au travail pour enregistrer des votes dans les mois à venir. Votre vote est votre décision.* » Autrement dit : « pas question de continuer la lutte, la solution est de m'élire président ». Il est difficile de savoir comment les 12 millions d'immigrant illégaux, sans aucun droit politique, pourront suivre ce conseil.

Dans la même lettre, Obama fait d'autres propositions complètement diffuses : « *Je veux manifester encore une fois mon engagement avec la réforme d'immigration intégrale et je ferai tout mon possible pour apporter de l'ordre et de la compassion à un système qui est aujourd'hui en ruines* ». Toutefois, il est fort probable que, en cas de victoire, il appliquera la même politique proposée par son mentor, le sénateur Edward Kennedy, dans le projet de loi (en accord avec le gouvernement de Bush) du même nom, une loi qui cherche à diviser les immigrants illégaux. Les uns, ceux qui parviennent à démontrer avoir vécu aux Etats-Unis durant plus de cinq ans, pourront-ils aspirer à obtenir la résidence permanente, après un processus très long d'autorisations temporaires avec des conditions très difficiles à accomplir. Et « *en même temps, cela signifie que les autres 5 millions de sans-papiers seront, de fait, expulsés du pays, bien qu'ils puissent solliciter un visa légal depuis leurs pays pour pouvoir retourner aux Etats-Unis. Comme la loi propose un contingent annuel de 325.000 visas provisoires de travail, la majorité, de fait, ne pourra jamais retourner légalement.* »

e) Concernant Cuba

Ici, tout comme dans le cas d'Israël, Obama a cherché ses appuis à droite. En l'occurrence, auprès de la Fondation Nationale Cubaine-américaine de Miami, un des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie cubaine exilée aux Etats-Unis après la révolution de 1959. Dans son discours, Obama a réitéré la vieille formule d'alliance avec cette bourgeoisie, pour que la colonisation américaine puisse un jour retourner à Cuba, et il s'est déclaré pour le maintien de l'embargo commercial : « *Nous nous retrouvons ici dans notre engagement incontournable avec la liberté. Et il est juste que nous le réaffirmions ici à Miami. (...) Ensemble, nous allons défendre la cause de la liberté à Cuba. (...) Il n'y a pas de meilleurs ambassadeurs de la liberté que les Cubains-américains. (...) Je vais maintenir l'embargo. Il nous arme du levier nécessaire pour faire face au régime. (...) C'est ainsi que l'on pourra promouvoir des transformations réelles à Cuba : à travers la diplomatie forte, intelligente et basée sur des principes.* »

f) La question ethnique

C'est un sujet très important. Le « vote noir » a été la base la plus solide du triomphe de Obama dans les primaires démocrates, et il le sera aussi si Obama gagne les élections présidentielles. Cette base électorale a certainement grand espoir qu'un président noir l'aide à dépasser la situation historique d'oppression et discrimination dont elle souffre. Toutefois, au long de sa carrière politique, il a toujours essayé d'éviter la « question ethnique ». Quand il a dû l'aborder, Obama a relativisé le poids du sujet et revendiqué le progrès de la « société américaine » qui, selon lui, est en train de dépasser ce problème. Par exemple, dans un discours à la Convention Nationale Démocrate de 2004, il a affirmé : « *Il n'y a pas une Amérique libérale et une Amérique conservatrice, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire et une Amérique blanche, une Amérique latine et une asiatique, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique.* »⁶ Plus récemment, pour prendre distance du pasteur de son église, pour qui le racisme est un composant structurel et historique de la société américaine, il a déclaré : « *L'erreur profonde du révérend Wright n'a pas été de parler du racisme dans notre société, mais d'en parler comme si notre société était statique, comme s'il n'y avait eu aucune avancée, comme si ce pays (...) était encore irrévocablement lié à un passé tragique.* »¹⁰ Mais qu'en pensent les millions de Noirs opprimés qui ont voté Obama, ou les immigrants latins illégaux ?

Pourquoi Obama?

Nous avons vu que Obama appartient au « cœur » du parti Démocrate, donc du système politique de bipartisme, et nous avons tracé une ébauche de ses positions. Nous voulons maintenant analyser pourquoi la bourgeoisie des Etats-Unis, ou certains de ses secteurs, font appel à lui.

⁵ Voir www.barackobama.com/issues/economy

⁶ « *Propuesta a los inmigrantes* », Gray Brooks, 1/5/2008

⁷ Courrier International, 12/4/2006 (www.litci.org).

⁸ www1.folha.uol.com.br/folha/mundo, 23/5/2008

⁹ presidenciais2008.wordpress.com/2008/02/03/perfil-de-barack-obama

¹⁰ foro.univision.com/univision, 18/3/08

L'explication de fond se trouve dans la crise que l'impérialisme américain vit actuellement sur plusieurs fronts. D'abord, la politique Bush de « guerre contre la terreur », un échec qui se manifeste par le cours défavorable de la guerre en Iraq et en Afghanistan, ainsi que par l'affaiblissement d'Israël après la défaite au Liban et l'impossibilité de soumettre la Bande de Gaza. Dans la région du Moyen-Orient, les Etats-Unis se sont mis dans un bourbier dont ils ne peuvent sortir sans admettre une défaite (ce qui coûterait trop cher à leur rôle de « gendarme mondial »), pas plus qu'ils ne peuvent continuer d'augmenter leur présence militaire sans aggraver la situation.

A cela s'ajoutent, dans une combinaison extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie, la récession déjà à l'œuvre dans le pays et la perspective d'une crise économique profonde. C'est-à-dire que, inévitablement, la bourgeoisie USA fera peser une partie du coût de cette crise sur le dos des travailleurs, par le chômage et la diminution des salaires. C'est déjà le cas chez certains géants, comme la *General Motors* qui menace de licencier tous les travailleurs refusant de réduire leur salaire de moitié. La classe ouvrière américaine est, elle, un géant de 120 millions de travailleurs. Au cours de son histoire, cette classe a rarement entrepris de combattre dans l'unité ; mais lorsqu'elle l'a fait, les fondations de l'empire ont tremblé. Et la lutte des travailleurs immigrants, son secteur le plus exploité, pourrait bien être un premier pas vers cette perspective.

En même temps, l'échec de « l'ère américaine » de George W Bush a laissé le parti républicain profondément usé, discrédité et sans figure de rechange (même si, dans une moindre mesure, le système politique est usé dans son ensemble). Les républicains peuvent difficilement faire face à une situation aussi complexe, difficile, et dont leur propre politique a contribué à créer les contours.

Pour la majorité de la bourgeoisie américaine, il était donc parfaitement clair qu'il faudrait faire jouer l'« alternative démocrate ». Au début, elle avait préférentiellement parié sur la « femme forte », Hillary Clinton. Mais face à l'aggravation de la situation, la bourgeoisie a compris qu'un changement « de visage » plus profond était nécessaire. Dès lors, les possibilités de Obama ont augmenté, comme étant le plus capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie dans ce cadre-là.

Un ennemi encore plus dangereux

En résumé, pour essayer d'« endormir » la réaction de leurs victimes, d'importants secteurs de la bourgeoisie impérialiste ont décidé d'utiliser quelqu'un qui, par certains aspects (jeune, noir, de père musulman), peut « être vendu » comme appartenant au même front que les victimes.

Précisément, dans les dernières décennies, ces secteurs bourgeois se sont caractérisés pour avoir présenté de « nouveaux visages » aux élections présidentielles. Ainsi par exemple le « jeune modèle », John Kennedy, après la fin du maccartisme, ou plus tard Bill Clinton, ancien adversaire à la guerre du Vietnam.

Certains journalistes ont tracé une analogie entre Obama et Jimmy Carter, élu président en 1977, après la défaite du Vietnam et la destitution de Richard Nixon. Bien qu'il existe des différences profondes entre ces actuel et ancien candidats, ils ont un point clairement en commun : leur nécessité de faire face à une crise profonde de l'impérialisme et son système politique, et pour cela, leur besoin de paraître « différents ». Ainsi, par exemple, pendant sa campagne électorale, Carter commençait tous ses discours par cette phrase : « *Je ne suis pas avocat, je ne suis pas de Washington.* »

Mais ces « différences » sont purement formelles et, dans leurs actions concrètes, tous ces gens-là ont toujours défendu jusqu'au bout les intérêts de l'impérialisme américain. Par conséquent, s'il gagne les élections présidentielles, Barack Obama deviendra le pire ennemi, et des peuples du monde et des travailleurs des Etats-Unis. De ce point de vue, rien de nouveau par rapport à Bush, mais Obama serait un ennemi beaucoup plus dangereux parce que capable de dissimuler sa politique derrière son image nouvelle et différente. La conclusion est très claire : si Obama gagne la présidence des Etats-Unis, nous, travailleurs et peuples du monde, devons le combattre de toutes nos forces.

<BOX 1>

Le financement des candidats

Les affaires sont les affaires

Tout comme dans le reste du monde, aux Etats-Unis la bourgeoisie finance ses partis et candidats. La différence étant que, quand dans d'autres pays ces liens tendent à rester cachés, la législation américaine exige qu'ils soient publics et documentés. Aussi, la page www.opensecrets.org offre un résumé de données financières très intéressantes, classées par branches économiques : quelles entreprises ont apporté le plus, combien a reçu chaque candidat, etc.

De cette façon nous apprenons, par exemple, que jusqu'en mai 2008 « *les éventuels candidats ont reçu plus de 500 millions de dollars, un chiffre record* », distribués de la manière suivante :

Barack Obama : 265.439.277

Hillary Clinton : 214.883.437

John McCain : 96.654,783¹¹

En analysant la séquence historique, il est possible de voir comment, entre 2006 et 2008, les donations ont « glissé » des républicains vers les démocrates, et comment les dons faits à Obama ont augmenté jusqu'à se placer en haut du tableau.

Ces données nous permettent aussi de comprendre à quels secteurs bourgeois chaque parti est plus étroitement lié (même si les entreprises ont comme tradition de « ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier »). Conformément aux pourcentages des contributions par parti, les républicains, d'une part, s'appuient davantage sur les entreprises pétrolières (73%), de l'automobile (68%), de la chimie (68%), de la construction (62%) et de l'agroalimentaire (presque 60%). Les démocrates, d'autre part, sont forts dans le secteur de l'éducation (72%) et de la santé (55%), alors que la branche des finances-assurances-biens immobiliers (le plus important bailleur de fonds des différentes campagnes, avec 248 millions donnés), leur a accordé 54%. Parmi les grandes entreprises de ce dernier secteur, la préférence vers les démocrates est claire : Goldman Sachs leur a accordé 73% sur environ 3,7 millions dollars de contributions globales, Citigroup 61% sur 3 millions, et Morgan Chase 64% sur 2,5 millions.

<BOX 2>

Naissance d'un « trotskysme obamiste » ?

Dans cette même édition, nous avons indiqué que la candidature présidentielle de Barack Obama a donné lieu « à beaucoup de confusion ; une confusion qui va... jusqu'à certains courants de gauche ».

Manifestation claire de cela, l'article *Le phénomène Obama* qui circule sur Internet. Son auteur est Olmedo Beluche, dirigeant du Parti d'Alternative Populaire de Panama et membre d'un courant dont font partie, également, le MES (Movimento d'Esquerda Socialista) du Brésil, le MST (Movimiento Socialista de los Trabajadores) d'Argentine, et l'ISO (International Socialist Organization) des Etats-Unis. Il nous semble important de polémiquer vis-à-vis de cet article, car il recèle un mécanisme de raisonnement qui, déguisé en « tactique marxiste intelligente », conduit à une capitulation totale à la politique impérialiste. Nous ignorons si ces positions sont partagées par l'ensemble des organisations dudit courant, mais nous ne connaissons, jusqu'à présent, aucune publication qui les critique.

L'article part d'une définition qui semble une démarcation claire : « *Ce serait évidemment une illusion vaine et une erreur grave de notre part, de croire que si Obama était finalement élu en novembre, la politique impérialiste des Etats-Unis dans le monde disparaîtrait comme par magie... Lui aussi, il représente un secteur important de l'establishment américain.* »

Ensuite, d'ajouter : « *La victoire démocrate, surtout s'il s'agit de Barack Obama, ne signifiera pas la fin de l'impérialisme yankee, ni de la politique guerrière, et il est probable qu'elle ne signifie pas non plus la fin immédiate de la guerre en Iraq. Mais j'ai l'impression qu'elle représenterait quand même un **changement de nuances**, une atténuation de certaines caractéristiques terribles d'un régime américain qui, après le 11 septembre, incarne une certaine forme de néofascisme* » [c'est nous qui soulignons].

Jusqu'ici, la conclusion est correcte, dans certaines limites. Le triomphe d'Obama représentera « *un changement de nuances* » dans la politique impérialiste, par rapport à celle appliquée par Bush. Mais il conviendrait d'ajouter deux choses. La première : ce « changement » ne serait qu'une adaptation indispensable, pour que l'impérialisme américain puisse faire face aux conséquences de son propre échec politique. La seconde, et comme nous l'indiquons déjà dans l'article principal : les démocrates sont experts en présentation de « nouveaux visages », sans changer quoi que ce soit d'important. De ce point de vue, Obama n'est pas une « nouveauté » mais seulement une des variantes de ce qui est déjà traditionnel dans la politique américaine ; quelque chose que l'auteur de cette article oublie dangereusement.

C'est pourquoi, après une longue diatribe sur la logique hégélienne et la contradiction entre « essence » et « apparence », il nous dit : « *Le discours radical de Obama a catalysé la volonté de millions d'Américains pour "le changement", des millions qui s'opposent à la continuité des "faucons", représentants directs du capital industriel-militaire. Ceci est déjà **progressif en soi**. Et si Obama n'honore pas ses promesses (ce qui est le plus probable), un grand secteur de l'électorat yankee aura donné un pas en avant dans la prise de conscience politique et sera dans de meilleures conditions pour se mobiliser pour les demandes qu'il croit aujourd'hui canalisées par Obama* » [c'est nous qui soulignons].

C'est-à-dire que c'est Obama qui, afin de gagner les primaires démocrates, aurait créé un « mouvement objectivement progressiste », dont les exigences soit, le moins probable, seront-elles honorées sous sa présidence, soit produiront-elles un saut dans la conscience et dans la mobilisation des masses. Mais en tout cas, le processus n'entraînerait aucune perte pour les masses ni pour les révolutionnaires. C'est presque incroyable que l'article pose comme possibilité, si minime soit-elle, que Obama puisse honorer ses promesses et mettre en pratique son « discours radical », sous la pression des masses. Autrement dit, qu'il puisse jouer un « rôle progressiste », grâce à la « pression objective » et malgré lui.

¹¹ Les contributions ont été plus concentrées pour les démocrates que pour les républicains. Par exemple, parmi ces derniers, celui qui en a reçu le plus est Mitt Romney (presque 105 millions), le maire de New York, Giluani, occupant la troisième place, avec 54 millions.

Même en laissant de côté un tel postulat, le raisonnement de l'article reste toujours totalement faux, n'a rien à voir avec les faits. D'abord, Obama n'a créé (ni « catalysé ») aucun mouvement ; le mouvement existait déjà dans les faits : dans les mobilisations contre la guerre, dans la chute très importante du soutien du peuple américain au gouvernement, dans les mobilisations des immigrants, dans les premières grèves ouvrières, etc.

Précisément, Obama est celui que la bourgeoisie impérialiste a choisi pour freiner ce mouvement et empêcher qu'il ne prenne de l'ampleur, et ce, en le sortant de la rue pour le conduire dans l'impasse des élections. L'auteur semble avoir oublié toutes les leçons de l'histoire. Certes, il n'est pas impossible que les masses fassent une expérience avec Obama et avancent ainsi dans leur conscience et leur mobilisation. Mais il est surtout possible, et c'est le principal danger aujourd'hui, que Obama parvienne à « endormir » leur conscience et à faire avorter le processus.

En tout cas, c'est la tâche qu'on lui a assignée. C'est pourquoi Obama a reçu le soutien de politiciens impérialistes de carrière, comme Edward Kennedy et Zbigniew Brzezinski, et l'appui financier des grandes entreprises. Penser que ces gens ont mis leur poids politique et leur argent au service, ne serait-ce qu'« objectif », de la construction d'un « mouvement progressiste » qui se retournerait contre eux, constitue non seulement un abus dialectique mais aussi une insulte à l'intelligence des impérialistes.

Mais l'auteur est conséquent jusqu'à sa conclusion : *« J'ai l'impression que, face à ces élections, l'un et l'autre ne sont pas la même chose, et qu'il faut parier sur la défaite des républicains. Même sous risque d'être accusé d'opportunisme, si le système yankee était à deux tours, je proposerais ouvertement à la gauche américaine (...) un vote critique Obama contre McCain. »*

Jusqu'à présent, beaucoup de courants avec un passé trotskyste avaient utilisé le raisonnement du « objectivement progressiste » pour justifier leur capitulation et leur appui, par exemple, aux gouvernements bourgeois de Chávez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie et Correa en Equateur, ou leur soutien électoral à monseigneur Lugo au Paraguay. Dans ces cas-là, ils avaient au moins l'excuse qu'il s'agissait de gouvernements de pays coloniaux et en « friction avec l'impérialisme », ou qu'il s'agissait de « mettre en échec le Partido Colorado ».

Avec cette proposition-ci, l'auteur fait un saut qualitatif : celui de chercher des « nuances » au sein de l'impérialisme, entre les « faucons » et les « colombes ». Une logique utilisée, jusqu'à présent, seulement par le stalinisme pour justifier des accords à long terme de l'ancienne URSS, avec les « impérialismes démocratiques » contre « les impérialismes guerriers », ou avec « les ailes démocratiques de l'impérialisme » contre « les ailes belliqueuses ». ¹² Certains soi-disant « trotskystes », et leur abandon des principes révolutionnaires, nous ont déjà habitués à des capitulations permanentes. Sur ce chemin, cependant, capituler à l'impérialisme américain, c'est aller trop loin. Comme disait Don Quijote de La Manche : *« Des choses tu verras, Sancho, que tu ne croiras pas »*.

¹² C'était, par exemple, la base pour justifier les fronts populaires avec des secteurs de la bourgeoisie impérialiste en Europe dans la décade de 1930, ou pour soutenir Roosevelt aux Etats-Unis.